



**NON À LA RETRAITE PAR POINT
MAINTIEN ET AMÉLIORATION DE NOS RÉGIMES DE RETRAITES**

**45 jours de grève plus tard
On peut gagner, on doit gagner et on va gagner !**

Depuis deux semaines, à la suite de la grève reconductible à la SNCF et à la RATP, 8 raffineries sur 8 sont en grève. Ports et Docks sont en grève depuis 3 jours. Pas une marchandise ne quitte les ports. La banque de France à son tour par sa grève menace l'approvisionnement en billet de banque des distributeurs. Les avocats se lancent dans une mobilisation inédite et d'ampleur.

Ce sont toutes les professions dans le public, dans les boîtes du privé qui une par une, se lancent dans la grève et dans la bataille.

Malgré les annonces du premier ministre et après 6 semaines d'un mouvement social inédit, malgré les tentatives de rupture de l'unité syndicale, la population soutient toujours majoritairement la mobilisation contre ce projet absurde et injuste (60% de soutien, au baromètre Harris Interactive du 14 janvier). La communication gouvernementale visant à nous expliquer à nouveau que ce projet est « juste et simple » se heurte à une opinion publique qui voit bien qu'il s'agit de nous faire travailler plus longtemps pour des pensions plus basses.

Nos organisations appellent l'ensemble du monde du travail et la jeunesse poursuivre et renforcer la grève y compris reconductible là où les salarié(es) le décident, ce qui passe par l'organisation d'assemblées générales sur les lieux de travail. Elles appellent à des actions de grève, de convergences interprofessionnelles sur tout le territoire, notamment les mercredi 22, le jeudi 23 et vendredi 24 janvier 2020.

A Amiens, et dans la Somme, rendez-vous :

- **Mercredi 22 janvier à 12H00** – Pique nique revendicatif et rassemblement sur le parvis de la Maison de la Culture à l'appel des professionnel.le.s du 1^{er} degré de l'Éducation nationale.
- **Jedi 23 janvier** - Nos retraites aux flambeaux – Rendez-vous à 17h30 à la Cité scolaire à Amiens.

Vendredi 24 janvier, 14h00 devant la Maison de la Culture
Grève générale et Manifestation interprofessionnelle
(date du conseil des ministres qui devrait examiner le projet de loi)

On ne négocie pas le recul social, on le combat !